

LES ÉTUDIANTS TRAVAILLENT PLUS, POUR GAGNER PLUS... UNE BONNE NOUVELLE ?

David Lecomte

Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel – ASBL

Avenue du Onze Novembre, 57
1040 Bruxelles

Tel. : 02/527.25.75 Fax : 02/527.25.70

E-mail : secretariat@fapeo.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

L'ANALYSE EN UN COUP D'ŒIL

MOTS-CLEFS

Job étudiant - évolution - précarisation - frais scolaires - coût des études - appauvrissement familial

« Pauvre comme Job étudiant

Quatre cent mille étudiants travaillent chaque année en Belgique, dont cent septante-cinq mille en agence d'intérim. Le ministre wallon de l'Emploi s'en réjouissait, ce mercredi 22 juin, sur les antennes d'une radio publique francophone. C'est 75% de plus qu'il y a dix ans. Bravo ! Tous les « jobs étudiant » sont des sous-emplois, les charges salariales des employeurs étant fortement réduites. Et aucun ministre ne se demande s'il y a un rapport entre l'augmentation du coût des études, l'appauvrissement de la classe moyenne, la généralisation des stages non rémunérés en entreprises et l'augmentation spectaculaire des étudiants travaillant pour joindre les deux bouts.»¹

Voici la réflexion qu'inspirait au journaliste Gérard de Sélys l'augmentation vertigineuse du nombre de contrats étudiants constatée depuis les 10 dernières années. Que penser de cette déclaration ? Les jeunes que l'on dit si fainéants ne doivent-ils pas travailler afin « d'apprendre la vie » ? Ne faut-il pas travailler plus pour gagner plus ? Et puis, c'est toujours bien d'avoir un peu d'argent de poche pour pouvoir se payer un petit quelque-chose...

Le fait est que le problème ne se pose plus en ces termes, et ce depuis longtemps. Le travail effectué par les étudiants pendant les vacances, familièrement appelé « job d'étudiant » a changé de nature. Aujourd'hui, les étudiants, du supérieur comme du secondaire, travaillent de plus en plus, y compris en période scolaire, et bien souvent plus par obligation économique que par choix. Le travail étudiant est devenu un marché, un secteur professionnel à part entière, avec ses abus, ses dérives et ses dangers pour l'éducation des jeunes. Le principal problème est celui du choix. Les étudiants et surtout leurs parents ont-ils encore économiquement le choix ? Plus largement, qu'est-ce que cela nous révèle sur l'état de notre société ?



¹ Gérard de Sélys, « Pauvre comme Job étudiant », dans Le Blog de Gérard de Sélys, 9 juin 2011.

TABLE DES MATIERES

L'analyse en un coup d'œil	1
Introduction.....	3
L'évolution du job étudiant : de l'argent de poche à la nécessité économique.....	4
Un secteur en constante croissance qui ne connaît pas la crise !	4
La réforme de 2012 : plus de facilité et de flexibilité pour les jeunes ?	5
Gagner plus, toujours plus ! Question de consommation et de mérite ?.....	6
L'augmentation du travail étudiant : symptôme d'une précarisation des jeunes et de leurs parents.....	7
Pas toujours facile d'être étudiant	7
La précarité des jeunes est aussi celle des parents.....	9
L'impact budgétaire sur les familles	10
Conclusion.....	13
Bibliographie	14

INTRODUCTION

En 2012, l'agence intérim Randstad a publié une étude sur le job d'étudiant en Belgique intitulée « les étudiants au travail »². Extrêmement bien placée pour se pencher sur le sujet, étant donné que 40 à 50% des étudiants passent par le secteur de l'intérim pour chercher et trouver leur job, Randstad a disposé d'un énorme panel de témoignages et de statistiques afin de réaliser son étude. *A priori*, cette étude devrait décrire un paysage social et économique assez fidèle à la réalité.

Les conclusions de cette étude semblent positives et encourageantes³ :

1. Le marché du job d'étudiant a explosé ces 20 dernières années et est en constante augmentation.
2. Les étudiants veulent travailler plus.
3. Le job d'étudiant constitue généralement une bonne première expérience.
4. La législation et les conditions de travail sont globalement respectées et les étudiants sont en majorité satisfaits.
5. Les étudiants épargnent la plus grosse partie de leur argent de poche et le reste part dans la consommation de loisirs.

Plutôt idylliques, ces conclusions doivent être relativisées. En effet, les étudiants travaillent plus mais le font-ils réellement par choix... ou par nécessité ? Le coût des études, du logement et tout simplement la situation de précarisation des parents ne sont-elles pas des éléments à prendre en compte ? Beaucoup d'étudiants font de petits boulots, peu rémunérés et dans lesquels les conditions de travail ne sont pas toujours respectées, notamment au niveau de la sécurité. Le travail étudiant au noir, surtout chez les moins de 18 ans, est très répandu. Le job étudiant est-il vraiment une bonne première expérience professionnelle et à ce titre, ouvre-t-il des portes ? C'est très discutable. Les chiffres du chômage des jeunes ne cessent d'augmenter ! Selon Eurostat, le chômage des personnes de 15 à 24 ans en Belgique est passé de 15% en 1992 à 23% en 2013⁴. Quant aux étudiants ayant recours aux aides du CPAS, de 2002 à 2012, l'effectif a doublé en Wallonie et triplé à Bruxelles⁵. Une réforme de législation du job étudiant est intervenue en 2012, augmentant le nombre de jours de travail autorisés. Les jeunes peuvent donc travailler plus, « *comme ils le désirent* » selon Randstad... mais est-ce vraiment un signe positif de la santé socio-économique des jeunes en Belgique ? La question est posée.

² Randstad Intérim, *Étude étudiants Randstad 2012. Les étudiants au travail*, 2012.

³ Idem, p. 16.

⁴ Indicateurs de développement durable, *Chômage : taux de chômage chez les jeunes*, Eurostat, 07/05/2014.

⁵ Fédération des étudiants Francophones, *Les étudiants victimes de la crise et du coût des études*, 2012.

L'ÉVOLUTION DU JOB ÉTUDIANT : DE L'ARGENT DE POCHE À LA NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE.

Dans son article du 25 juin 2013, le journaliste Mathieu Ladevève indique que suite à la réforme de 2012, le nombre d'heures prestées et de contrats étudiants n'a jamais été aussi élevé⁶. Il cite les déclarations de l'ONSS : « ces chiffres indiquent que les mentalités changent. Visiblement, le travail des étudiants est une réalité dont la nécessité s'exprime de plus en plus en dehors des mois d'été, tant pour les jobistes que pour les employeurs »⁷. Cette phrase à elle seule, peut résumer l'évolution du job d'étudiant lors des deux dernières décennies. Il y a 20 ans, quelques jeunes du secondaire et du supérieur travaillaient pendant un mois durant l'été pour se faire un peu d'argent de poche. Aujourd'hui, le job d'étudiant est devenu un secteur professionnel à part entière. Le statut social de « jobiste » s'est massifié. Ne pas avoir travaillé durant ses études est devenu l'exception. L'occasionnel s'est transformé en régulier ; le superflu en nécessité. Mais pourquoi ? Un état des lieux s'impose ainsi qu'une analyse des causes profondes allant au-delà des trompe-l'œil de l'idéologie libérale ambiante.

Un secteur en constante croissance qui ne connaît pas la crise !

« Alors que de nombreux emplois sont supprimés depuis quelques mois dans un contexte de crise socio-économique, le succès des jobs d'étudiant ne se dément pas. Sept jeunes sur dix ont ainsi un job d'étudiant, y compris en dehors des périodes de vacances... »⁸. Voici ce que rapporte l'agence Belga fin 2012 reprenant les informations du quotidien *Het Laatste Nieuws*. Il est vrai que chaque année, le nombre de jobistes augmente et ce, malgré le climat de crise socio-économique. Ainsi, l'ONSS révèle que 2013 a même été une année record en la matière : 456.930 jobistes ont travaillé en Belgique en 2013, soit une augmentation de 4% par rapport à 2012⁹. En fait, si l'on reprend les statistiques de ces dernières années, celle-ci révèlent que l'augmentation est constante chaque année d'environ 4 à 5%¹⁰.

Autorisons-nous une réflexion sur le long terme : nous remarquons que le décollage de cette constante tendance à la hausse coïncide avec les débuts de la mondialisation au milieu des années 90, la mise en place du libre marché et des politiques néo-libérales l'accompagnant. L'augmentation du job d'étudiant ne serait-elle qu'une énième conséquence de la libéralisation du marché du travail ? Au même titre que l'explosion de l'intérim, des contrats précaires ou encore des aides à l'embauche ? C'est peut-être là emprunter un raccourci hasardeux mais gardons cela en tête pour la suite.

⁶ Mathieu Ladevève, *300.000 jobistes dans les starting-blocks*, Dernière Heure, 25 juin 2013.

⁷ Idem.

⁸ Belga.be, *Avoir un job étudiant devient monnaie courante*, 28/11/2012.

⁹ ONSS, *Nouveau record pour le travail des étudiants en 2013*, 27 juin 2014,

¹⁰ ONSS, *occupation d'étudiants avec un contrat d'étudiant (ONSS et ONSSAPL)*, publications statistiques 2000-2014, 23/09/2014.

La réforme de 2012 : plus de facilité et de flexibilité pour les jeunes ?

Revenons sur cette fameuse réforme de 2012. Pourquoi les employeurs engagent-ils des étudiants ? Tout simplement parce que ceux-ci leur coûtent moins cher que leurs employés ou leurs ouvriers... pendant un certain temps du moins. En effet, un étudiant et ce, pendant un nombre de jours définis, travaille à cotisations sociales réduites et donc représente un coût salarial moindre pour son patron. Jusqu'en 2012, ce nombre de jours était de 46 (23 pendant les grandes vacances et 23 autres jours pendant tout le reste de l'année civile). Depuis la réforme, le nombre de jours a été porté à 50. Jusqu'ici, rien de révolutionnaire me diriez-vous.

La vraie nouveauté de la réforme repose dans le fait qu'à présent, un étudiant peut signer un contrat de travail pour toute l'année scolaire (la limite était de 6 mois auparavant). La distinction entre les grandes vacances et le reste de l'année a été abolie. Autrement-dit, un étudiant peut étaler ses 50 jours comme il le souhaite, en accord avec l'employeur, tout au long de l'année. Les premiers effets se font déjà remarquer. Les jeunes travaillent désormais plus pendant l'année scolaire et moins pendant la période des grandes vacances (même si celle-ci reste plus dense en nombre de jobistes 'actifs'), comme s'en félicite d'ailleurs Paul Verschueren, le responsable flamand de Federgon, la fédération du secteur de l'intérim... un hasard ?¹¹

Plus de facilité et de flexibilité disions-nous ? Oui, certes, mais plutôt pour les employeurs qui vont pouvoir utiliser le régime étudiant sur une période plus large. Nous ne nous étonnions plus de voir des étudiants aux caisses des grands magasins en juillet et août. Et bien maintenant, il faut s'habituer à les croiser tous les samedis et dimanches pendant l'année, voire même pendant la semaine après leurs heures de cours. C'est bien là que se trouve le véritable danger à long terme du point de vue parental. Cette fuite en avant vers le tout à l'emploi doit alerter les parents. La fonction première de l'étudiant est avant tout de s'instruire, de se construire en tant que citoyen et ainsi trouver sa place au sein de la société à la suite d'un enseignement de qualité. Il aura tout le temps de travailler, mais plus tard.

Selon Randstad, 31% des étudiants estiment d'ailleurs que travailler pendant l'année scolaire a un effet négatif sur leurs études¹². Évidemment, encore faut-il avoir le choix. Comme nous allons le voir, certains étudiants travaillent tout simplement pour avoir le droit d'étudier. Mais avant cela, il convient de tordre le coup à deux stéréotypes qui ont la vie dure : si un étudiant travaille pendant l'été, c'est :

- soit pour consommer l'argent gagné de façon compulsive (complexe de l'iPhone)
- soit parce que travailler, ça lui apprendra l'effort, le mérite, la responsabilité.

¹¹ Belga.be, *Avoir un job étudiant devient monnaie courante*, op. cit.

¹² Randstad Intérim, *Étude étudiants Randstad 2012. Les étudiants au travail*, op.cit., p. 14.

Gagner plus, toujours plus ! Question de consommation et de mérite ?

« Tu aimes la fête, boire des verres, t'acheter des habits, partir en vacances ou encore offrir un beau cadeau à ta moitié ? Malheureusement, tout ça ne tombe pas du ciel – sauf si tes parents sont extrêmement gentils. Alors, pour pouvoir vivre toute l'année sans restriction, il faut bien que tu te bouges un peu pour trouver un job, travailler et gagner de l'argent »¹³. C'est ainsi qu'un site dédié à la vie estudiantine présente la nécessité de travailler pour les étudiants du secondaire et du supérieur. Nous noterons au passage que les jeunes peuvent s'abstenir de travailler « s'ils ont des parents gentils » qui mettront la main au porte-monnaie... encore faut-il qu'ils puissent le faire.

Malgré la réforme évoquée plus haut, nous remarquons que les étudiants, comme le confirme l'étude de Randstad¹⁴, estiment que 50 jours ouvrables, c'est trop peu. Certains souhaiteraient une nouvelle augmentation afin de pouvoir travailler encore plus. C'est notamment pour cette raison que de nombreux étudiants décident de travailler au noir. En effet, une augmentation, là aussi constante, du travail étudiant en noir est observée, surtout chez les moins de 18 ans, principalement dans des petites entreprises sans protection syndicale ou dans des petits boulots non-déclarés¹⁵.

Alors pourquoi cette course à l'argent ? Pour consommer ? Ou encore pour se montrer « méritant » ? Sur le même site estudiantin évoqué plus haut, on peut trouver un autre article reprenant des informations de l'ancienne agence intérim Creyf's Student se félicitant déjà à l'époque de l'augmentation du nombre d'heures travaillées et concluant par ses mots : « Bref, chez Creyf's, les paresseux ne sont pas bien reçus »¹⁶.

Ces stéréotypes selon lesquels les étudiants travailleraient l'été soit pour s'acheter des fringues chics ou le dernier iPhone en date, soit parce que selon l'adage consacré « ça leur apprendra la vie » sont dépassés depuis bien longtemps. Certes, l'argent gagné par les étudiants durant leurs jobs part en effet dans une série de loisirs, principalement le financement des prochaines vacances mais le principal du capital est épargné¹⁷. Randstad nous apprend qu'en valeur absolue, 30 % des gains amassés sont placés en banque¹⁸. À nouveau, cette constatation pose question : dans une société entièrement tournée vers le consumérisme effréné et dont les jeunes sont une des cibles principales, la majorité d'entre eux choisissent d'épargner près du tiers de l'argent gagné. Doit-on y voir un geste de prévoyance ou plutôt un signe d'inquiétude et d'insécurité financière pour leur avenir et celui de leur famille ?

¹³ Guido.be, *Les grandes tendances des jobs d'étudiants*, 30 avril 2002.

¹⁴ Randstad Intérim, *Etude étudiants Ranstadt 2012. Les étudiants au travail*, op.cit., p. 12

¹⁵ Randstad Intérim, *Etude étudiants Ranstadt 2012. Les étudiants au travail*, op.cit., p. 9.

¹⁶ Guido.be, *Plus âgés, plus fidèle et mieux payés : Analyse du marché des jobs d'étudiants : les conclusions*, 7/02/2003.

¹⁷ Randstad Intérim, *Etude étudiants Ranstadt 2012. Les étudiants au travail*, op.cit., p. 11.

¹⁸ Idem.

Il existe des éléments de réponses :

- Il existe de nombreux sondages montrant la peur des jeunes de ne pas trouver de travail correspondant à leurs aspirations à la fin de leur scolarité.
- Certaines études ont mis en évidence le syndrome dit de « Tanguy » (en référence au film du réalisateur français Etienne Chatiliez) qui met en lumière la tendance chez les étudiants des classes aisées à rester de plus en plus longtemps chez leurs parents et cela par manque d'indépendance financière.
- *A contrario*, on peut également observer la démarche parfois délibérée d'étudiants issus des classes défavorisées d'emprunter volontairement la voie de la relégation, souvent via le qualifiant et le professionnel, afin de quitter le monde de l'enseignement le plus tôt possible.

Et nous pourrions continuer à l'infini tant les symptômes du malaise social de notre société sont palpables dès le stade du simple jobiste. Ne serait-ce pas ce malaise global qui pousse les étudiants à épargner l'essentiel de leur argent ? Mais revenons à notre sujet, à savoir si le développement du job d'étudiant est une bonne chose.

L'AUGMENTATION DU TRAVAIL ÉTUDIANT : SYMPTÔME D'UNE PRÉCARISATION DES JEUNES ET DE LEURS PARENTS

Est-il facile d'être étudiant en Belgique aujourd'hui ? Qu'est-ce que cela implique pour les parents qui veulent le meilleur pour l'avenir de leurs enfants ? Pour combien de parents un job d'étudiant signifie une simple première expérience et pour combien d'entre eux cela signifie-t-il une nécessité économique ? Et surtout, d'un point de vue social et économique, qu'est-ce que cela nous apprend sur notre société ?

Pas toujours facile d'être étudiant

Le 28 avril 2009 à Bruxelles a eu lieu une manifestation à l'appel de la plate-forme dite RESPACT. Organisée par la FEF (Fédération des Étudiants Francophones), cette manifestation avait pour but de dénoncer les coûts exorbitants des études dans le supérieur¹⁹. RESPACT est une plateforme internationale formée par différentes fédérations estudiantines représentatives. Se basant sur le pacte de New York, document par lequel la majorité des pays occidentaux s'engageaient à réduire les coûts de scolarité dans le supérieur, elle avait formulée un certain nombre de revendications²⁰.

Nous n'allons pas ici reprendre l'ensemble des problèmes dénoncés à l'époque par RESPACT mais quelques-uns d'entre-eux suffisent à mettre en évidence les difficultés rencontrées par

¹⁹Pour en savoir plus : www.fef.be/respect/

²⁰ ONU, Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, *Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels*, 03/01/1976.

les étudiants et aussi par leurs parents, d'autant que ces problématiques restent plus que jamais d'actualité²¹:

En premier lieu, les frais d'inscription et de minerval qui, en Belgique, sont loin de tendre vers la gratuité, aussi bien dans les Universités que dans les Hautes-Écoles. D'autant plus qu'à ces frais viennent s'ajouter toute une série d'extras justifiés notamment par l'accès à des biens et services fournis aux étudiants, tel que le matériel informatique par exemple. L'agencement et l'attribution des bourses est également dénoncé car les paliers sont positionnés de telle façon que les familles les plus précarisées, celles qui devraient logiquement en bénéficier, en sont en fait exclues²².

Deuxièmement, le logement et les fameuses affiches « kots étudiants » que l'on voit fleurir un peu partout en juillet et août dans les villes universitaires de Belgique. Là aussi, l'offre est insuffisante et les prix bien trop élevés, ce qui a entraîné la pratique, maintenant massive du « cokotage », seul moyen parfois pour se loger et diminuer les coûts. Et cela, sans parler de la qualité du logement étudiant : insalubrité, insécurité, vétusté sont monnaie courante.

Enfin, toutes les autres dépenses : matériel scolaire, documentation pédagogique, nourriture, matériel, moyens de déplacement (voiture ou transport en commun), moyens de communication (téléphone, ordinateur), loisirs... Toutes ces dépenses qui peuvent passer pour banales pour un salarié le sont beaucoup moins pour l'étudiant, et encore moins pour ses parents.

Considérant ce qui précède, est-il vraiment étonnant de voir les étudiants du supérieur se ruer littéralement sur les agences d'intérim de Liège, Bruxelles, Louvain-La-Neuve, Mons ou Namur lors des mois de mars et d'avril afin d'y déposer leur CV et lettre de motivation ? Pour beaucoup d'entre eux, ne pas travailler temps plein pendant l'été signifie ne pas étudier l'année suivante ! À cet égard, RESPACT commentait le job d'étudiant de cette façon : « À cause des prix toujours plus élevés pour étudier, de nombreux étudiants doivent passer par un job étudiant (un travail étudiant limité à un certain nombre de jours) ou un véritable travail (durant toute l'année). Ceci est d'autant plus vrai pour les étudiants en stage car combiner un job et un stage est très difficile »²³. Le constat de RESPACT est celui que chaque acteur de l'enseignement fait depuis bien longtemps : un important refinancement !

Depuis 2009, et bien que RESPACT soit maintenant de l'histoire ancienne, la FEF ne désarme pas et a lancé en octobre 2012 une nouvelle campagne intitulée « L'enseignement comme réponse à la crise » dans laquelle elle réclame un investissement public d'urgence dans l'enseignement. Tirant à nouveau la sonnette d'alarme, la FEF rappelle que la précarité des

²¹ Plate-forme RESPACT, *Mémorandum RESPACT*, 2009.

²² Les plafonds d'allocations d'études sont bien trop hauts pour des familles avec un seul revenu.

RESPACT nous apprend qu'en 2009, 16% des étudiants étaient boursiers, chacun pour un montant de 915 euros pour une année d'étude, ce qui est bien trop peu.

²³ Plate-forme RESPACT, *Mémorandum RESPACT*, 2009, op. cit., p. 10.

jeunes n'est plus seulement une précarité scolaire mais aussi une précarité de subsistance pure et simple avec pour cause la crise économique qui frappe les parents²⁴.

La précarité des jeunes est aussi celle des parents

Dans le quotidien *Le Soir* de ce 24 septembre 2014, figure un article intitulé « *Pourquoi toujours plus d'étudiants émargent au CPAS ?* »²⁵. Rien que le titre est interpellant ! Cet article révèle qu'en 2013, 19 219 étudiants ont bénéficié d'une aide auprès des CPAS de leurs communes respectives. En effet, grâce au principe d'équité, il est possible pour un étudiant de solliciter l'octroi du Revenu d'Intégration Sociale (RIS) en cas de défaut de l'aide parentale.

Ce même article nous apprend que le nombre d'étudiants bénéficiaires a triplé de 2003 à 2013 ! Dans ces lignes, on peut lire une interview tout à fait éclairante de Julien Van Geertson, président du SPP Intégration Sociale, service fédéral dont la mission est de garantir une existence digne à toute personne en situation de pauvreté. Interrogé par *Le Soir* sur le profil des étudiants aidés par les CPAS, voici sa réponse : « *Contrairement aux préjugés, il ne s'agit pas de jeunes que les parents envoient au CPAS pour éviter de payer le coût des études. Des recherches récentes ont montré que 80% des jeunes bénéficiant du RIS avaient des parents eux-mêmes aidés par les CPAS. Il s'agit donc d'étudiants issus de familles pauvres pour qui l'accès est réellement une deuxième chance de s'intégrer dans la société. Il faut encore préciser que la plupart des étudiants dans ce cas de figure ne sont pas forcément dans le supérieur, que du contraire, la moitié est même dans le secondaire ! Cela montre à quel point l'investissement est essentiel : comment s'insérer sur le marché de l'emploi sans avoir ne serait-ce qu'un diplôme secondaire ?* »²⁶.

Voici donc le témoignage d'un expert que l'on ne peut qualifier de partial idéologiquement et qui confirme bien le lien clair entre la précarité toujours plus grande des étudiants, du supérieur comme du secondaire, et l'appauvrissement général de certaines couches de la société dans lesquelles les parents se retrouvent sans ressource. Et, lorsque le journaliste lui demande les causes de la hausse vertigineuse des demandes, M. Van Geertson répond que le premier problème se situe au niveau de l'enseignement, reproducteur de précarité, comme il l'appelle fort justement « *l'héritage de la pauvreté* »²⁷. De plus, il faut savoir que l'aide du CPAS est conditionnée et soumise à des démarches administratives extrêmement lourdes. L'étudiant doit s'engager à suivre « *un Projet Individuel d'Intégration Sociale (PIIS)* » et, en cas d'échecs répétés, le CPAS peut parfaitement arrêter de soutenir le jeune et lui imposer de demander une pension alimentaire aux parents... Comme quoi, l'intégration a ses limites.

Un communiqué de presse de la FEF nous en apprend un peu plus sur ces limites. Notamment l'étudiant pris en charge par le CPAS doit choisir une filière porteuse d'emploi et en pénurie... Vous avez dit relégation ? Autre condition : l'étudiant doit travailler au

²⁴ FEF, *CPAS : les étudiants victimes de la crise et du coût des études*, 17 septembre 2012.

²⁵ A.-C.B., *Pourquoi toujours plus d'étudiants émargent au CPAS ?*, dans *Le Soir*, le 24 septembre 2014, p. 24.

²⁶ Idem.

²⁷ Idem.

minimum 1 mois en job d'étudiant afin de « démontrer sa volonté d'améliorer sa condition de vie »²⁸... Tiens, tiens...

Bien sûr, comme la loi permettant aux étudiants de bénéficier de l'aide des CPAS date de 2002 et que la demande a triplé depuis 2003, certains parlent d'effet d'aubaine pour les parents en contredisant le témoignage du président du SPP Intégration Sociale. C'est le cas, toujours dans le même article, de Nathalie Demortier qui explique que certes, la crise joue un rôle mais que « les médias et les institutions ont fait beaucoup de publicité sur le droit à l'intégration sociale »²⁹. Autrement-dit, les parents se sont jetés sur une occasion de réduire leurs frais. Il convient peut-être ici de préciser que M. Nathalie Demortier est présidente du CPAS de Wavre, 28^{ème} commune la plus riche de la Fédération Wallonie-Bruxelles selon les relevés de 2009³⁰. Évidemment, tous les étudiants ne sont pas égaux face à l'aide des CPAS, question de géographie... et de classe sociale peut-être.

Pour finir sur ce thème de la précarité, nous aimerions ici citer un exemple, certes loin d'être représentatif (quoique), mais qui nous est difficile de passer sous silence. Sous couvert de l'anonymat, une ancienne étudiante de l'ULB s'est confiée à *RTL Info* en avril de cette année expliquant le job d'étudiant assez particulier qu'elle a dû pratiquer pour financer ses études : Sandra (prénom d'emprunt) a vendu ses charmes en tant qu'Escort-girl : « Je viens d'un milieu moyen mais quand même ce n'était pas suffisant parce que je pense que l'on ne se rend pas compte que quelque part on doit toujours faire face à beaucoup de frais et que même quand les parents aident, c'est vraiment pas facile. Donc oui, évidemment j'ai dû recourir à ce genre de service »³¹. Pourtant, cette année, le service social de l'ULB a reçu 8000 demandes d'aides financières et 90 % d'entre-elles ont été satisfaites : « ...quand nous mettons autant de moyens à la disposition des étudiants, cela m'étonne que des étudiants doivent se livrer à cela pour assumer les frais d'études » estime la directrice du service social de l'ULB³².

L'impact budgétaire sur les familles

« Le travail des étudiants, durant leurs études, reste une source de revenus non-négligeables. Ceci est d'autant plus vrai au moment où la crise économique, frappant de plein fouet de plus en plus de personnes, pousse le jeune non plus à travailler pour avoir de l'argent de poche, prendre quelques vacances ou s'acheter l'objet de ses rêves, mais bien de plus en plus pour aider sa famille ou pour se payer ses études ou un logement »³³.

²⁸ FEF, CPAS : les étudiants victimes de la crise et du coût des études, op. cit.

²⁹ A.-C.B., Pourquoi toujours plus d'étudiants émargent au CPAS, op. cit., p. 24.

³⁰ Vers L'Avenir, Le revenu moyen par habitant en 2009 dans les communes de Wallonie et de Bruxelles, 2009

³¹ Jessica Nibelle, Se prostituer pour payer ses études : voici le témoignage fort d'une ancienne étudiante, RTL INFO, le 2 avril 2014.

³² Idem.

³³ Inforjeunes, Job étudiant : résumé de la législation, 2014.

Ces affirmations issues de l'association *Infor Jeunes*, reprises par le site *jeminforme.be*, confirme ce que nous avons tenté de mettre en lumière tout au long de cette analyse : l'augmentation des jobs d'étudiants au cours de ces dernières années est loin d'être un choix. Les jobs d'étudiant constituent maintenant une obligation économique, une dérégulation de plus du marché du travail et un passage obligé pour bon nombre de jeunes du supérieur et du secondaire.

Néanmoins, il reste un aspect capital à souligner qui se trouve dans les derniers mots de la déclaration d'*Infor Jeunes*. Désormais, un étudiant travaille parfois « *pour aider sa famille* »³⁴. La précarité est telle que, dans certains cas, ce ne sont plus les parents qui aident financièrement les étudiants dans leur parcours scolaires mais bien les étudiants qui travaillent pour contribuer au budget du ménage. Heureusement, cela ne constitue pas, loin de là, la majorité des cas. Mais n'est-ce pas un signe clair de recul de social et même de civilisation ? Il y a à peine un siècle et demi, il était recommandé aux familles pauvres de faire beaucoup d'enfants. Pourquoi ? Tout simplement afin que ceux-ci travaillent le plus vite possible et ainsi contribuent au budget de la famille. Nous n'irons pas jusqu'à évoquer le travail des enfants dans les mines. Nous n'en sommes plus là... ou pas encore.

Et les étudiants sont les premiers à se rendre compte des difficultés de leurs parents. Voici le témoignage d'une étudiante récemment sortie de ses études supérieures : « *Récemment, j'ai calculé ce que j'ai coûté à mon père en pension alimentaire pendant la durée de mes études de Droit : 15 000 euros ! À raison de 250 euros par mois pendant 5 ans, voilà le montant pharaonique qu'il a dû déboursier, juste pour payer les à-côtés de mes études (nourriture, vêtements, livres, téléphone...). Et encore, je n'avais pas de logement à payer, et je travaillais l'été pour payer mon inscription à la fac, mon abonnement de transports et ma mutuelle. On peut bien évaluer le coût total à 20 000 euros. Combien doivent donc déboursier les parents qui doivent en plus offrir un logement indépendant à leurs enfants, ou des frais d'inscriptions élevés ?!* »³⁵.

À la lecture de ce témoignage, on pourrait reprendre la blague de Coluche sur la cherté de l'enseignement : « *ça coûte cher d'aller à l'école... et encore, moi je f'sais gaffe, j'étais l'un d'ceux qui étudiait le moins...* ». Cette blague pourrait aujourd'hui prendre des accents dramatiques. Surtout lorsque dans les réactions au précédent témoignage, on trouve celle d'un papa anonyme qui pense préconiser à ses enfants de s'engager dans des filières courtes et manuelles de préférence³⁶. Ce père met en avant des arguments parfaitement valables comme celui qui consiste à revaloriser les métiers et filières manuels porteuses d'emploi paraît-il, même si c'est un peu faire fi des aspirations personnelles des enfants. De même, si ces filières souffrent d'une dévalorisation, il convient également de se demander pourquoi. Le même papa enchaîne en disant : « *le coût des études longues est pharaonique pour les parents, et leur durée est un véritable handicap financier pour l'enfant qui commencera sa vie active tard, donc*

³⁴ Inforjeunes, *Job étudiant : résumé de la législation*, op. cit.

³⁵ Famille-econome.com, *Pourquoi de longues études peuvent vous appauvrir*, 7 juin 2013.

³⁶ Idem.

commencera à épargner tard. Il s'enrichira plus difficilement que s'il avait commencé à travailler et à épargner tôt. Car en la matière, plus on commence tôt, et plus le patrimoine a des chances de grossir vite »³⁷.

Bien sûr, ce témoignage est extrême et n'est absolument pas représentatif de l'idée générale que les parents se font de l'éducation de leurs enfants, du moins nous l'espérons. Mais pourquoi un père, soucieux de l'avenir de ses enfants peut-il raisonner dans ce sens ? La précarisation, la crise, le chômage, le recul social et, à son humble niveau, la généralisation et la libéralisation constante du job d'étudiant ne constituent-ils pas autant d'éléments de réponse ?

³⁷ Idem.

CONCLUSION

Pour conclure, reprenons notre question de départ qui était : les étudiants travaillent plus pour gagner plus, est-ce une bonne nouvelle ?

Dans cette analyse, nous avons démontré à quel point le job d'étudiant avait changé de nature et comment il était devenu une nécessité socio-économique, dans bon nombre de cas à cause du prix de la scolarité ou de la situation de précarité dans laquelle certaines familles se trouvent. Le job d'étudiant n'est donc plus systématiquement une question de choix mais de plus en plus une question d'obligation pour certaines familles. La crise, les impératifs économiques et l'appauvrissement structurel des ménages ont rendu le travail étudiant presque indispensable. En aucun cas nous ne pouvons en conclure qu'il s'agit là d'un signe de bonne santé socio-économique pour notre société.

De plus, nous avons aussi pu constater que le job d'étudiant était devenu un véritable marché professionnel, au même titre que les autres secteurs avec ses règles, sa législation, sa concurrence et aussi ses inégalités. Nous n'en sommes plus au travail étudiant de consommation ou de loisir. Il s'agit ici d'un nouveau pan de travailleurs exploitables par le marché et ses tenants. Ici aussi, nous ne pouvons y voir qu'un indicateur social inquiétant pour les générations à venir.

Enfin, et c'est ce qui nous semble le plus important, la libéralisation et l'augmentation du job étudiant a des conséquences sur l'enseignement et le parcours scolaire des enfants. Du point de vue parental, le problème premier se trouve dans le fait que travailler de plus en plus pendant les études et surtout durant l'année scolaire aura un impact certain sur la qualité de l'enseignement et de la formation des étudiants. Bien que toujours aux études, ces jeunes se trouvent déjà et, de plus en plus, soumis aux lois du marché et des difficultés économiques d'une société consumériste et méritocrate. Encore une fois, nous ne pouvons qu'y retrouver un signe inquiétant pour l'avenir de nos enfants et leur éducation.

BIBLIOGRAPHIE

A.-C.B., « Pourquoi toujours plus d'étudiants émargent au CPAS ? », *Le Soir*, le 24 septembre 2014.

Belga.be, « Avoir un job étudiant devient monnaie courante », *7sur7*, 28/11/12, [en ligne : <http://www.7sur7.be/7s7/fr/1536/Economie/article/detail/1540838/2012/11/28/Avoir-un-job-etudiant-devient-monnaie-courante.dhtml>].

de Sélys Gérard, « Pauvre comme Job étudiant », *Le Blog de Gérard de Sélys*, 2011, [en ligne : <http://gerardselys.over-blog.com/article-pauvre-comme-job-etudiant-77473440.html>].

Eurostat, *Chômage : taux de chômage chez les jeunes*, Indicateurs de développement durable, 07/05/2014, [en ligne : <http://www.indicators.be/fr/indicator/chomage-taux-de-chomage-des-jeunes?detail>].

Famille-econome.com, *Pourquoi de longues études peuvent vous appauvrir*, 7 juin 2013, [en ligne : <http://www.famille-econome.com/pourquoi-de-longues-etudes-peuvent-vous-appauvrir/>].

Fédération des Etudiants Francophones, *CPAS : les étudiants victimes de la crise et du coût des études*, 17 septembre 2012, [en ligne : <http://www.fef.be/2012/09/cpas-les-etudiants-victimes-de-la-crise-et-du-cout-des-etudes/>].

Guido.be, *Les grandes tendances des jobs d'étudiants*, 30 avril 2002, [en ligne : <http://www.guido.be/fr/JobsStages/ArticleDetail/tabid/173/ArticleId/5770/Default.aspx>].

Guido.be, *Plus âgés, plus fidèle et mieux payés : Analyse du marché des jobs d'étudiants : les conclusions*, 07/02/2003, [en ligne : <http://www.guido.be/fr/JobsStages/ArticleDetail/tabid/173/ArticleId/961/Default.aspx>].

Infor jeunes, *Job étudiant : résumé de la législation*, 2014, [en ligne : <http://www.jeminforme.be/index.php/travail/job-etudiant/resume-de-la-legislation-sur-les-jobs-etudiant>].

Jeunes CSC, *Job d'étudiant et droits des parents*, 2014, [en ligne : <http://www.jobetudiant.be/index.php?page=66#mutuelle>].

Ladevèze Mathieu, « 300.000 jobistes dans les starting-blocks », *La dernière Heure*, 25 juin 2013, [en ligne : <http://www.dhnet.be/actu/societe/300-000-jobistes-dans-les-starting-blocks-51c2797c357037e86ab4092a>].

Nibelle Jessica, « Se prostituer pour payer ses études : voici le témoignage fort d'une ancienne étudiante », *RTL INFO*, le 2 avril 2014, [en ligne : <http://www.rtl.be/info/belgique/societe/1081028/se-prostituer-pour-payer-ses-etudes-voici-le-temoignage-fort-d-une-ancienne-etudiante>].

ONSS, *Les étudiants n'ont jamais autant travaillé qu'en 2012*, 15 mai 2015, [en ligne : <http://www.rsz.fgov.be/fr/news/546/les-etudiants-n-ont-jamais-autant-travaille-qu-en-2012>].

ONSS, *Nouveau record pour le travail des étudiants en 2013*, 27 juin 2014, [en ligne : <http://www.rsz.fgov.be/fr/news/616/nouveau-record-pour-le-travail-des-etudiants-en-2013>].

ONSS, *Occupation d'étudiants avec un contrat d'étudiant (ONSS et ONSSAPL)*, Publications statistiques 2000-2014, 2014, [en ligne : <http://rsz.fgov.be/fr/statistiques/publications/occupation-detudiants>].

ONU, Haut-commissariat aux Droits de l'Homme, *Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels*, 03/01/1976, [en ligne : <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>].

Plate-forme RESPACT, *Mémoire RESPACT*, 2009, [en ligne : <http://www.respect.be/index.php?pageDemandee=petitie&langue=fr>].

Randstad Intérim, *Étude étudiants Randstad 2012. Les étudiants au travail*, 2012, [en ligne : <https://www.randstad.be/fr/a-propos-randstad/presse/publications-etudes>].

Syndicat Neutre pour Indépendants, *A nouveau plus de travail pour les étudiants jobistes*, 2014, [en ligne : <http://www.nsz.be/fr/nouvelles/economique/a-nouveau-plus-de-travail-pour-les-etudiants-jobistes/>].

Vers L'Avenir, « Le revenu moyen par habitant en 2009 dans les communes de Wallonie et de Bruxelles », 2009, [en ligne : <http://www.lavenir.net/extra/communes/revenu/>].